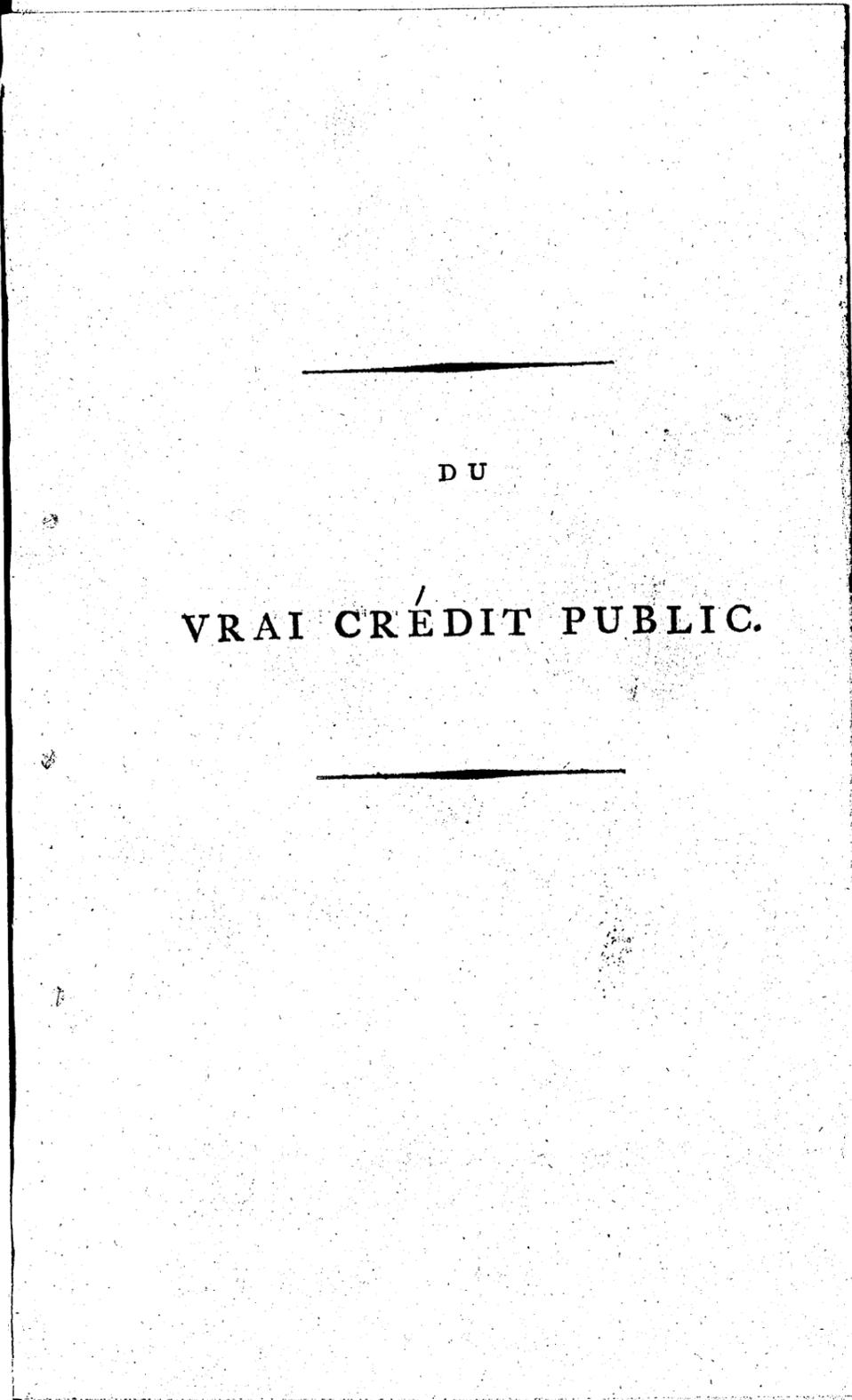


0337

120-19



DU

VRAI CRÉDIT PUBLIC.

D U

## VRAI CRÉDIT PUBLIC.

*by Monsieur De Calonne.**Extrait du Courier de Londres, du 22 Décembre 1797.—**Vol. 42, No. 50.*

DANS un tems où tous les esprits sont occupés de projets de finances, il n'est pas hors de saison d'appeller leur attention sur un ouvrage qui par les idées neuves & vastes qu'il renferme, par la simplicité du plan qu'il présente, & par la fécondité des avantages qu'il promet, semble mériter d'être distingué de tous les autres. Cet ouvrage, dont la typographie fait honneur aux presses de l'Angleterre, vient de paroître sous le titre de *Vrai Principe Actif de l'Economie Politique, ou Vrai Crédit Public* (\*). L'auteur, qui paroît passionné pour le bien général de l'humanité, n'a point écrit pour une seule nation; il les affectionne toutes, & c'est à les faire parvenir toutes au plus haut degré de bonheur, qu'il aspire sincèrement. Dans cette vue, après avoir établi que la prospérité de tout peuple civilisé, consiste & se manifeste dans les progrès non interrompus de sa population, de son agriculture, & de son industrie, il fait voir que ces progrès dépendent de la multiplication des moyens d'échange qui forment la circulation générale; que si

---

(\* ) Il est de M. Herrenchwand, qui a déjà donné au public plusieurs traités fort estimables sur pareils objets.

( 4 )

L'on n'y employoit que les especes métalliques, leur multiplication seroit nécessairement bornée, par conséquent insuffisante pour produire une prospérité indéfinie ; que l'on ne peut y suppléer qu'en introduisant dans la circulation, d'autres moyens d'échange représentatifs des métaux monnoyés, & capables de les remplacer ; qu'ils ne peuvent avoir ce caractère qu'autant qu'il y a certitude de pouvoir les réaliser en la même quantité de métaux qu'ils représentent ; que de là naît la confiance qui fonde le crédit public ; & que c'est l'étendue illimitée de ce crédit qui peut seule rendre la prospérité des peuples continuelle & toujours croissante, puisqu'elle seule peut multiplier sans cesse leurs moyens d'échange, & imprimer à la circulation générale le plus grand mouvement possible.

Ayant ainsi posé les bases de sa doctrine sur des théorèmes incontestables, l'auteur examine & explique comment on peut donner au crédit public un essor tel qu'il ne l'a jamais eu nulle part, & tel qu'il se soutiendrait à perpétuité, sans altération, & sans bornes. Jusqu'à présent on n'a, dit-il, considéré le crédit que comme un expédient de finances : mais sa véritable & digne fonction est de produire une source intarissable de prospérité pour les peuples. Les banques qui mettent dans la circulation un papier équivalent aux especes monnoyées, & réalisable à volonté, ne peuvent remplir ce grand objet, leur utilité étant évidemment aussi bornée que leurs émissions de papier doivent l'être pour qu'elles n'excèdent pas la mesure du numéraire métallique déposé & destiné à satisfaire aux demandes de réalisation. S'il falloit que les banques publiques gardassent en caisse une quantité de numéraire égale à la valeur de leurs billets, il n'y auroit

( 5 )

ni profit pour elles, ni avantage pour la circulation : & si elles ne gardent qu'une quantité beaucoup moindre, sur le fondement qu'un concours simultané de demandes de paiement de la part de tous les porteurs de billets, n'est pas vraisemblable, il est possible que des circonstances imprévues & extraordinaires venant à *désappointer* cette présomption, les fonds préparés ne fussent pas aux réalisations demandées, & que tout l'édifice du crédit s'écroule en un instant. Enforte qu'on peut dire que les opérations de pareilles banques n'ont pas assez d'étendue, si l'on veut qu'elles aient assez de sûreté, & qu'elles n'ont pas assez de sûreté, si l'on veut qu'elles aient assez d'étendue.

L'auteur en conclut qu'elles sont imparfaites & incapables de faire prospérer les peuples *imperturbablement*. Il soutient & prouve, que le vrai crédit public, celui qui seul peut répondre à tous les besoins de l'Etat, qui seul peut lui procurer une prospérité toujours croissante, doit résider, non comme on l'a cru jusqu'à présent, dans l'engagement de réaliser à *volonté* le papier représentatif du numéraire, engagement nécessairement casuel & subordonné aux circonstances ; mais dans la certitude infaillible qu'il sera réalisé à *des termes fixes*, sur un fonds déposé d'avance, dont la destination soit sacrée & absolument inviolable. Elle sera telle dans son système, non-seulement parceque le dépôt des sommes affectées aux remboursemens annuels, sera mis à la garde des grands corps politiques de l'Etat, & sous la surveillance du public lui-même ; mais aussi, & plus encore, parceque le gouvernement qui fera ce dépôt, aura tant d'intérêt à le maintenir intact, qu'on ne peut pas imaginer que jamais il soit tenté d'y toucher. Nul besoin, nulle convoitise

( 6 )

ne portent à détruire ce qui suffit à tous les besoins, ce qui comble tous les désirs. Une source abondante où l'on peut toujours se désaltérer, qui donne la vie, qui soutient les forces, qui procure la plus brillante santé, voudroit-on la dessécher & la perdre en la détournant ? En pareil cas, démontrer les avantages, c'est démontrer la solidité ; or les avantages du nouveau genre de crédit que l'auteur propose, seroient immenses & intarissables. Ils seroient tels que tout gouvernement qui s'en serviroit pourroit facilement augmenter le revenu public, de deux tiers en sus pour le moins, & multiplier en proportion, les valeurs qui composent la circulation générale ; ce qui lui donneroit en peu de tems une activité prodigieuse dont les accroissemens successifs seroient sans terme. Un exemple explique le mécanisme de l'opération.

Soit donné un Etat dont le revenu ordinaire soit de 30 millions de livres sterling : il a besoin d'en avoir 20 de plus : il forme 25 émissions de papier crédit, représentatives chacune, de 800,000 l., & toutes réalisables en espèces monnoyées dans l'espace de 25 années, à raison d'une par an : chaque émission se subdivise en billets de différentes valeurs ; sauf qu'aucune n'est au-dessous de deux livres, afin de maintenir en circulation une proportion convenable de numéraire métallique : pour rendre ce papier plus attrayant, le gouvernement y attache un intérêt d'un pour cent, ce qui fait 200 mille livres pour les 20 millions : en conséquence il dépose au commencement de chaque année, dans une caisse librement accessible à la surveillance publique, un million de livres en espèces monnoyées, consacré à réaliser une des 25 émissions de 800,000 l. & les 200,000 l. pour l'intérêt

( 7 )

de toutes : intérêt qui décroît de 8000 l. à chaque réalisation annuelle : en 25 ans tout est amorti, & il n'en a coûté qu'un million par an sur le revenu ordinaire.

La seconde année, le même gouvernement a encore besoin de vingt millions sterling : il se les procure par de pareilles émissions réalisables de même, en 25 ans, avec l'intérêt d'un pour cent. Il le pourroit encore l'année suivante ; il le pourroit toutes les autres jusqu'à la 25e., si contre la vraisemblance le même besoin renaissoit chaque année ; & il le pourroit à perpétuité, puisqu'après les 25 ans, chaque émission de 20 millions, amortie pendant cet intervalle, pourroit être remplacée par une autre semblable, & que la reproduction seroit continuellement périodique comme l'extinction ; sans rien prendre de plus sur le revenu ordinaire dont une partie demeureroit toujours libre ; & cette partie seroit d'autant plus considérable que le revenu public s'accroît de lui-même en raison de la prospérité nationale.

Mais comme les progrès de la circulation des signes représentatifs doivent être mesurés sur les progrès des causes productives de la richesse réelle, c'est-à-dire, de la population, de l'agriculture & de l'industrie, on n'augmenteroit les uns qu'en proportion du besoin des autres ; & il est aisé de voir que la possibilité seroit toujours au delà de la nécessité. En effet, si l'on considère que dans l'hypothèse qu'on vient de présenter, l'émission de 20 millions chaque année pendant le période de 25 ans, seroit une addition de 500 millions de livres sterling, à la circulation générale, on doit sentir qu'il ne pourroit pas paroître nécessaire de continuer constamment une telle multiplication périodique.

( 8 )

L'auteur fait appercevoir dans une magnifique perspective, comment tant de richesses que le crédit mettroit à la disposition du gouvernement, seroient par lui répandues sur toute la surface de l'Etat, étant employées en dépenses publiques qu'on ne seroit plus obligé d'épargner mesquinement ; comment elles préserveroient de l'excès des taxes ; & comment une abondante circulation de valeurs actives, alternativement repompées au dedans par de faciles contributions & refoulées au dehors avec une utile profusion, féconderoit les empires, ainsi que les débordemens du Nil fertilisent l'Egypte.

Nous n'examinerons pas les difficultés d'exécution qui peuvent se présenter à l'esprit contre cet ingénieux projet. Elles tiennent aux circonstances locales de chaque pays, & particulièrement au danger de commencer par détruire les établissemens préexistans, ce qui pourroit faire penser qu'il ne seroit nulle part aussi praticable qu'il peut l'être chez une nation qui par l'anéantissement de tout ce qui étoit, n'offre plus qu'une table rase susceptible de tout ce que l'on voudroit y implanter. L'auteur lui-même n'a pas entrepris de répondre dans un ouvrage de 90 pages, à toutes les objections de détail. Il faudroit l'entendre sur les solutions qu'il pourroit y donner verbalement, pour pouvoir les juger. Leur principe générale est dans la confiance publique que semble mériter un papier réalisable indubitablement à jour nommé, & dont la véritable garantie seroit d'être pour les gouvernemens, la plus puissante des ressources, & pour les peuples, le germe de toutes les prospérités. Cette confiance une fois admise, tout devient possible ; c'est le point d'appui qu'Archimede disoit suffire pour remuer le monde.

Quant

( 9 )

Quant au style, en observant que ce n'est pas ce qui doit fixer l'attention dans un tel ouvrage, nous convenons que M. Herrenschwant y a mis plus de singularité que d'agrément, que souvent même il l'a rendu sec & fatigant à force d'avoir été méthodique en raisonnemens, & d'avoir voulu tout démontrer comme les propositions d'Euclide. Mais qu'importe l'écorce, quand la tige est saine & pleine de sève ?

*Réponse à des Observations de M. M\*\*\*, sur le Système de  
Crédit Public proposé par M. Herrenschwant.*

(Extraits du *Courier de Londres*, des 16 & 19 Janvier  
1798.—Vol. 43, No. 5 & 6.)

LORSQUE nous avons donné l'analyse de l'important ouvrage de M. Herrenschwant, nous n'avons pas discuté ce qu'on pourroit objecter quant à l'exécution de son projet, parceque nous avons présumé que si on l'entreprendoit, on voudroit l'entendre lui-même sur les détails, & qu'alors il donneroit facilement toutes les solutions nécessaires. Mais plusieurs de nos lecteurs nous ont témoigné que plus l'explication de cette ingénieuse théorie avoit paru satisfaisante, plus elle faisoit désirer de voir lever tous les doutes sur la possibilité de la pratique ; & l'on nous a communiqué des observations écrites par un homme de mérite, versé dans les connoissances administratives, lequel rendant toute justice aux principes de M. Herrenschwant sur le crédit public, reconnoissant même qu'il a ouvert la route, & que ce n'est qu'en suivant cette

B

( 10 )

route, qu'on peut arriver à un système raisonnable, prononce néanmoins que son plan est *incomplet & soumis, dans la pratique, à des inconvénients inévitables*. Cette censure, dont M. M\*\*\*, auteur des observations, dit lui-même qu'elle *paraîtra fort sévère*, peut paraître aussi très-fâcheuse pour l'humanité, puisqu'il s'ensuivrait que la seule route qu'on doive prendre, est fermée par des obstacles qu'on ne fauroit éviter. Mais nous allons tâcher de faire voir que les raisons qu'on en donne, ne sont pas à beaucoup près, aussi désespérantes en réalité que dans l'idée de leur auteur. Il seroit trop long de les rapporter en entier : nous citerons seulement les propositions principales.

M. M\*\*\* commence par prendre dans le sens moral ce que M. Herrenschant a entendu dans le sens politique ; & c'est ce qui lui fait traiter de *chimère une découverte* qui lui paroît promettre *la perfection, & un bonheur absolu, dont nous ne connoissons pas la mesure, & qui nous lance dans des espaces inconnus*. Il ne peut y avoir, dit-il, de *prospérité imperturbable jusqu'à ce qu'on ait trouvé un système de compression & de direction facile des passions individuelles*. . . . Il faudroit, pour procurer un tel bonheur, extirper de la race humaine, la cupidité, la paresse, l'avarice, l'envie & tous les vices. . . . Le problème jusqu'à présent insoluble, est de réduire en pratique une morale gouvernante, qui dirige, qui accompagne les actes de l'administration ; & qui leur donne & en reçoit alternativement une force coactive. . . .

Mais qu'est-ce que tout cela signifie, quand il s'agit uniquement de vues économiques, & de l'établissement d'un nouveau genre de crédit public, plus fécond en

( 11 )

avantages, & plus capable de faire prospérer les nations qu'aucun de ceux qui ont eu lieu jusqu'à présent ? Pourquoi supposer que le plan de M. Herrenschant exige des hommes parfaits & sans passions, lorsqu'il demande seulement qu'ils entendent bien leurs intérêts ? Pourquoi confondre le bonheur de l'ame qui consiste dans la vertu, avec la prospérité de l'Etat qui doit naître de l'accroissement continuel de sa population, de son agriculture, de son industrie, & de toutes les sources de la richesse réelle, multipliées & fécondées par un principe actif de circulation ? Comment trouve-t-on dans ce système purement politique, où tout est clair, raisonnable, & conforme aux idées les plus saines, la nécessité difficilement intelligible, d'une morale gouvernante qui donne aux actes de l'administration, & en reçoit alternativement, une force coactive, comme ferait une pompe foulante & aspirante ? C'est aujourd'hui une espèce de manie de faire intervenir par tout, la morale ; & moins il y en a, plus on en parle. Nous n'entendons pas en faire un reproche particulier à l'estimable écrivain auquel nous répondons : mais nous ne pouvons nous empêcher de lui observer que ce goût général de moralisation l'a entraîné à interpréter avec une rigueur injuste, la promesse répétée d'une prospérité imperturbable & continuellement croissante, lorsqu'il a dit, "que cette promesse substituoit dans l'esprit, à des idées nettes & précises, l'obscurité de l'infini, & des merveilles que les bornes de l'esprit humain rendent impossibles." Il n'y auroit vu ni cette obscurité, ni ces impossibilités, s'il avoit bien voulu n'y voir que l'amélioration progressive de la fortune de l'Etat, effet certain d'un crédit bien entendu. C'est là tout ce que signifient, en les réduisant à leur vrai sens, les expressions d'un auteur qui, comme tout homme pénétré d'une

( 12 )

grande vérité, rend avec un peu d'enthousiasme ce qu'il sent fortement.

Mais cette amélioration même, parcequ'elle seroit illimitée, devient pour M. M\*\*\* un sujet d'effroi. Voici ses termes : *si l'on ne s'arrête dans cette progression, si on l'a suppose toujours croissante, si l'on y ajoute les moyens de crédit, il y a de quoi s'effrayer de cette immensité de signes d'échange réels & fictifs, & de l'augmentation proportionnelle des hommes & des choses.*

Une telle crainte, il faut l'avouer, est tout-à-fait nouvelle, & jusqu'à présent il nous avoit paru qu'il y avoit plutôt à craindre le contraire. Au reste, nous sommes d'autant plus éloignés de partager l'apprehension d'un progrès excessif dans la circulation des moyens d'échange, que suivant le système dont nous avons donné le précis, ce progrès doit être gradué sur celui de la population de l'agriculture & de la fabrication : cette mesure est une des conditions du plan de M. Herrenschant, qui pose en théorème, que la multiplication des monnoies ou signes représentatifs, doit toujours être en raison directe de la multiplication des signes effectifs de la prospérité. Comment donc peut-on s'épouvanter de ce que cette augmentation proportionnelle des hommes & des choses, pourroit devenir immense ?

Le même observateur qui semble craindre que les effets du crédit public ne prennent trop de latitude, cite l'exemple de la Chine pour prouver qu'une nation peut atteindre sans crédit le plus haut degré de prospérité. Ce qu'il y auroit à lui répondre sur ce point nous meneroit trop loin : nous nous bornons à remarquer en général que par-tout où le souverain a le pouvoir absolu de dispo-

( 13 )

ser & des individus, & de leurs biens, il peut se passer du crédit public qui par cette raison n'existe pas dans les Etats despotiques. C'est pourquoi nous ne croyons pas que M. Herrenschant ait envie d'envoyer son livre à l'Empereur de la Chine, ni au Roi de Maroc.

M. M\*\*\* l'exclue également de la France. *Faire l'essai du système de M. Herrenschant dans un pays en proie au brigandage, & au plus insolent despotisme, ce seroit, dit-il, souiller la pureté de sa théorie & la décréditer à jamais. Il ne peut y avoir de crédit public sans confiance, il ne peut y avoir de confiance là où il n'y a pas un gouvernement stable & bien ordonné.*—M. Herrenschant, qui n'a pas fait son plan pour la France spécialement, & qui l'offre indistinctement à toutes les nations, est dispensé de répondre aux difficultés tirées de telles ou telles circonstances locales ; & il pourroit se renfermer à dire que la confiance sur laquelle il a droit de compter, étant fondée sur l'intérêt même des gouvernements, ne dépend pas comme M. M\*\*\* le suppose, du plus ou moins de régularité de leurs constitutions. Mais d'ailleurs est-il donc écrit au livre des destinées que jamais la France n'aura un bon gouvernement ? Ne lit-on pas au contraire dans le recueil des maximes proverbiales qui sont les plus vraies de toutes, que *ce qui est violent n'est pas durable* ! Et puis que le crédit public qu'on propose, doit introduire l'ordre dans l'économie politique, ne doit-il pas aussi en écarter la violence ? L'oppression cesse quand l'abus de la force n'est plus nécessaire ; & l'abus de la force n'est plus nécessaire dès qu'on abonde en moyens légitimes. Ainsi le rétablissement des finances peut être considéré comme principe autant que comme conséquence du rétablissement d'un gouvernement régulier. Nous avons déjà observé

( 14 )

dans notre analyse, que la France dénuée aujourd'hui de tout ce qui existoit, n'en étoit que plus apte à recevoir dans son sein tous germes de nouvelle existence ; la même faux qui a razé tous les établissemens, a razé aussi tous les obstacles ; & sous ce point de vue, le crédit public de M. Herrenschwanz, loin de paroître impossible en France, semble devoir y trouver plus de facilité que partout ailleurs.

Nous n'en sommes pas moins d'accord avec M. M\*\*\* sur la nécessité d'une loi fondamentale qui serve de régulateur à l'autorité gouvernante ; & nous adoptons entièrement ses judicieuses observations sur la fausseté des théories nouvelles, qui divisant ce qui n'est que distinct, font des pouvoirs rivaux & indépendans, de ce qui ne doit former que des agences séparées mais concourantes. Nous voudrions seulement qu'il n'en eût pas conclu que le principe actif de l'économie politique ne pourroit avoir d'application que dans les gouvernemens qui déjà seroient complètement organisés de cette manière. Nous croyons très-possible que l'ordre économique & l'ordre politique s'érigent en France au même tems, & que deux choses aussi correspondantes dans leurs effets, correspondent aussi dans leur naissance.

Ce doit être le vœu général ; & s'il fut un tems où quelques puissances égarées dans leurs vues, concurent le dessein peu généreux de profiter des désordres d'un empire jaloux, si elles purent croire qu'il étoit de leur avantage d'en prolonger les dévastatrices convulsions, toutes aujourd'hui doivent sentir que leur repos dépend du sien, & que leur plus grand intérêt est qu'il reprenne une assiette tranquille & régulière. Rien de plus vrai. Point

( 15 )

de salut en Europe s'il n'y a pas de gouvernement en France ; c'est-à-dire, s'il ne s'y forme pas un gouvernement qui soit compatible avec ceux qui existent ailleurs. Vouloir perpétuer les troubles & la désorganisation de cette malheureuse & triomphante nation, ce seroit de tous les projets le plus funeste, comme le plus inhumain : la ramener à l'ordre de la civilisation générale, & saisir tous les moyens imaginables pour l'exciter à rentrer dans le cercle des rapports politiques qui unissent les différens peuples, c'est le seul but salutaire, c'est où doivent tendre tous les efforts, c'est où l'on pourroit parvenir par des véhicules honorables, qui paroissent mériter du moins qu'on y pense. Puisse-t-on comprendre que tant qu'il y aura au centre de l'Europe un foyer de révolutions & de guerres, un vaste empire devenu un camp, un peuple entier de 30 millions d'individus, n'ayant plus d'autre profession que celle des armes, d'autre art que celui des combats, d'autre ressource que les conquêtes, il n'y aura ni paix ni sécurité pour aucune nation (\*).

En fuyant pied à pied l'écrit d'observations auquel nous avons entrepris de répondre, peut-être nous sommes-nous trop arrêtés à des questions générales qui peuvent paroître épisodiques, & un peu vagues : hâtons-nous de venir au fait, c'est-à-dire, aux objections qui

(\* ) Ceux qui aimeroient un plus grand développement de cette vérité pourroient le trouver dans l'ouvrage publié en Mars 1796, sous le titre de Tableau de l'Europe. Ce qu'on y avoit prédit est arrivé, & ce qu'on y avoit conseillé est encore conseillable. On trouvera chez les libraires quelques exemplaires de la traduction en Anglois.

( 16 )

attaquent le plan de M. Herrenschwant, dans son mécanisme effectif & dans la possibilité de son exécution.

La première de ces objections est puisée dans le principe général qu'un papier-crédit n'est au pair de l'argent, que lorsqu'il est réalisable à volonté ; qu'il n'a cours pour toute sa valeur nominale, qu'autant qu'on peut d'un moment à l'autre le convertir en espèces métalliques.

Ce principe adopté par les meilleurs écrivains en matière de finances, a toujours paru vrai, toujours il a été regardé comme le fondement du crédit des banques publiques. Mais il est aussi la cause de la modicité de leurs avantages ; & c'est à le faire abandonner comme trop borné, c'est à y substituer un autre principe qui ait plus de latitude dans ses effets avec autant de solidité dans sa base, c'est à faire voir que la certitude d'une réalisation à termes fixes suffit pour assurer au papier-crédit une entière confiance, que consiste le mérite, la nouveauté, l'originalité du système dont il s'agit ; c'est en cela qu'il doit paroître digne d'une attention particulière, son utilité étant si étendue qu'avant de discuter sa possibilité, on ne peut s'empêcher de la désirer.

Examinons donc d'un œil favorable & sans trop d'attachement à l'ancien préjugé, si un papier-crédit n'auroit pas cours comme l'argent, lorsqu'on seroit parfaitement assuré que dans un espace déterminé, il deviendroit argent ; & lorsqu'en attendant il seroit reçu au taux de sa valeur nominale sans le moindre déchet, dans toutes les caisses publiques, pour toute espèce d'acquittement légal, & en paiement de toutes dépenses du gouverne-

( 17 )

gouvernement. Ces données doivent être admises sans difficulté, puisqu'elles sont inséparables du plan de M. Herrenschwant, & qu'à l'égard des remboursements à époques, du papier qu'il propose de mettre en circulation, nous avons déjà fait voir qu'ils seroient rendus indubitables par les précautions qu'il indique ; précautions que le gouvernement n'auroit ni le pouvoir ni l'envie d'enfreindre.

Pourquoi donc un tel papier ne circulerait-il pas avec toute la faveur possible ? Pourquoi ne ferait-il pas accueilli dans les transactions particulières, comme il le ferait dans les transactions publiques ? L'unique raison qu'on puisse en donner, c'est que la faculté d'être réalisé à volonté ne lui seroit pas attribuée expressément & formellement : mais la confiance est-elle donc tellement attachée à cette faculté qu'elle ne puisse subsister sans elle ? Non, car elle lui survit. Nous en avons un exemple sous les yeux ; nous voyons un papier qui au moment actuel n'est plus réalisé à volonté, avoir encore autant de faveur que lorsqu'il l'étoit, & conserver l'intégrité de sa valeur. Veut-on cependant que cet exemple, tout palpable qu'il est, ait quelque chose de surnaturel ? Faut-il le considérer comme un miracle opéré par la vertu d'un esprit public que peut-être on ne trouveroit dans aucun autre pays au même degré de force & de bonté ? Eh bien ! sans nous y arrêter, sans nous en prévaloir, scrutons, examinons intrinsèquement en quoi & jusqu'à quel point l'immédiate convertibilité en argent est nécessaire pour qu'un papier-crédit fasse la fonction de l'argent & en devienne l'équivalent.

Réduisons d'abord cette convertibilité qu'on croit si importante, à la notion juste qu'on doit en prendre.

C

On ne peut disconvenir qu'elle ne soit plus idéale qu'effective, plus fondée en présomption qu'en réalité. Pour que chacun des possesseurs de billets de banque eût la certitude physique & absolue, que tous peuvent être convertis en espèces monnoyées à l'instant qu'ils en feroient la demande, il faudroit que la masse des especes déposées fut toujours égale à la masse des demandes possibles: or elle ne l'est jamais; & tout le monde le fait. Mais comme il n'y a que le besoin d'especes monnoyées, soit pour des apoints de paiement, soit pour des voyages à l'étranger, qui puisse faire désirer de convertir le très-commode numéraire fictif, en numéraire métallique moins portatif, il n'est pas à présumer que tous les possesseurs de billets de banque voudront les réaliser simultanément, puisqu'ils ne peuvent avoir le même besoin tous à la fois, ni pour la totalité de leurs billets. Il est donc probable au plus haut degré, que chacun peut avoir des especes sonnantes pour ses billets, tout autant & tout aussi souvent qu'il peut en avoir besoin. C'est une présomption très-juste & il n'en faut pas davantage pour que tous les billets soient réputés réalisables à volonté.

Il n'y auroit qu'une alarme subite, fondée ou non fondée, qui pût troubler & déconcerter cette utile & raisonnable combinaison. L'alarme seroit fondée, s'il y avoit lieu de croire que la somme des billets émis surpassât de beaucoup la somme des valeurs dans lesquelles réside leur sûreté; elle seroit non fondée, si elle partoît d'une terreur panique d'invasion qui feroit craindre que le dépôt de ces valeurs, ne tombât au pouvoir d'un ennemi conquérant & spoliateur. Dans l'un & l'autre cas, comme la peur ne raisonne pas, elle pourroit renverser tout d'un coup l'édifice du crédit public, & il n'y a de

remède que dans la vigilance, & dans l'habileté du gouvernement: sa vigilance, pour empêcher l'abus des émissions excessives; son habileté, pour prévenir l'effroi d'un danger imaginaire.

Ainsi il est bien démontré que toute la confiance acquise au papier réalisable à volonté, repose d'une part sur la persuasion que la quantité qui en circule, n'est pas disproportionnée aux gages qui en répondent; & de l'autre part sur la probabilité que sa réalisation sera toujours possible, parcequ'elle ne sera jamais demandée pour la totalité, ni simultanément.

Si donc, dans le système que nous défendons, le papier-crédit, quoique réalisable seulement à termes fixes, peut revendiquer la même persuasion & la même probabilité, il a droit à la même confiance.

Or non-seulement il le peut; mais même il le peut avec plus de fondement que son compétiteur.

Car d'un côté, la persuasion de l'existence d'un gage suffisant & assuré, lui est due à plus juste titre, puisqu'une somme exactement égale au montant de chaque remboursement, doit être déposée un an avant son échéance, dans une caisse publique, constitutionnellement inviolable, & continuellement soumise à une surveillance préservée de toute influence ministérielle. Aucun doute ne peut s'élever sur la proportion du gage; car il est, en numéraire déposé, l'équivalent précis du papier réalisable. Aucun besoin ne peut porter le gouvernement à s'en emparer; car son inviolabilité suffit à tous les besoins, & l'on ne sera jamais tenté de sacrifier ce qui produit 25 fois sa valeur. Aucune alarme, aucun danger ne peut le menacer; car la fortune de l'Etat y est liée, & la fortune d'un Etat jouissant d'une telle ressource ne peut être en

péril. Les billets des banques connues jusqu'à présent, offrent-ils de pareils sûretés ? Leurs fonds en numéraires métalliques sont-ils aussi exactement mesurés sur les paiemens exigibles ? Leurs dépôts sont-ils aussi parfaitement à l'abri de toutes violations, leurs paiemens à l'abri de toutes suspensions, leurs opérations à l'abri de toute influence supérieure ? Leurs caisses sont-elles aussi journellement sujettes à être visitées, compulsées, vérifiées ? Enfin les garanties particulières les plus respectables sont-elles aussi solidement établies qu'une garantie nationale cimentée sur les bases mêmes de la constitution ? Non certes, & ce qui n'est que persuasion motivée pour les billets de banque ordinaires, est certitude infaillible pour le papier-crédit de M. Herrenschwant.

D'un autre côté, si l'on considère la probabilité de pouvoir être réalisé à volonté, ce papier-crédit ne sera pas inférieur, même à cet égard, aux billets de banque. A la vérité par le droit, il ne sera pas comme eux réalisable à tout instant ; mais il le sera par le fait. Il ne doit pas l'être en vertu d'une sanction expresse ; mais il le deviendra par la faveur qu'il ne peut manquer d'obtenir. Le gouvernement ne sera tenu de donner des espèces métalliques pour le papier-crédit, qu'aux époques légalement déterminées ; mais des banquiers particuliers offriront cet échange au public. Il n'en faut pas douter : ils y seront excités par le gain de l'intérêt attaché à ce papier ; ils pourront l'être encore par d'autres encouragemens indirects, & par tous les genres d'adminicules, qui sont dans la main du gouvernement, & qu'il ne nous appartient pas de détailler. Pour en juger, il suffit de faire attention que les plus puissans ressorts du crédit sont dans l'opinion. Qu'une réalisation de billets de banque se fasse d'une manière bien ostensible, qu'elle se

présente à bureaux ouverts, qu'elle se maintienne sans interruption, elle peut dès lors, sans être immense, satisfaire à toutes les demandes & tenir lieu d'une réalisation complète. Il ne faudroit donc ni beaucoup d'efforts, ni de grandes avances de la part du gouvernement pour rendre réalisables à tout instant chez des banquiers, les billets qui par leur titre ne seroient réalisables qu'à termes fixes. N'a-t-on pas vu en 1783 une caisse d'escompte tomber tout d'un coup en banqueroute de 80 millions tournois de ses billets, par une suspension de ses paiemens maladroitement ordonnée dans un moment où avec beaucoup de valeurs en portefeuille, elle manquoit d'argent en caisse ; & tout d'un coup, s'en relever avec un crédit plus florissant que jamais, dès l'instant qu'il fut publié qu'elle payeroit, à toute demande, & qu'on la vit jeter l'argent au devant de ses billets ? La même personne qui fit cesser cette crise en l'affrontant, avoit pareillement préservé une province confiée à ses soins, du fléau de la disette qui affligeoit les départemens voisins, en annonçant qu'on distribueroit du bled à toutes les communautés qui en manquoient, à la seule condition de le rendre après la récolte suivante. C'est ainsi que pour tous les objets où l'alarme est funeste, l'apparence d'une grande sécurité devient une ressource salutaire ; & c'est le secret de ceux qui ont étudié & éprouvé les effets de l'opinion. Quiconque ne fait pas la manière, s'en emparer, s'en servir, ne fait pas administrer.

La seconde des objections relatives à l'exécution du plan de M. Herrenschwant consiste à dire, que les billets provenant des émissions de son papier-crédit n'étant réalisables que dans l'espace de 25 années, & successivement à raison d'une par an, ils perdront en proportion de l'éloignement de cette réalisation, & qu'il ne pourra y

avoir égalité de valeur quand il y aura inégalité dans les termes de paiement.

Mais il est fort aisé de faire disparaître la prétendue inégalité & de mettre tous les billets dans la même condition, en les faisant entrer par la voie du fort, dans les remboursemens qui se feront annuellement. Tous seront pareillement remboursables dans le cours de 25 ans, & chaque année le tirage d'une lotterie décidera quels seront les numéros remboursés immédiatement. Ainsi jusqu'à ce qu'ils le soient, & pendant qu'ils seront en circulation, ils seront tous au pair. Non-seulement on ne peut pas les supposer sujets à une perte plus ou moins grande, mais on ne doit pas même croire que jamais ils en subissent aucune. Ils seront plutôt dans le cas de gagner sur l'argent, puisqu'étant signes d'échange comme lui, ils auront plus que lui, l'avantage de porter l'intérêt d'un pour cent.

M. M\*\*\* cite l'exemple des billets de l'échiquier qui ont perdu beaucoup, quoique remboursables à termes peu éloignés, & il en conclut qu'un papier dont le remboursement pourroit être rejeté jusqu'à la 25<sup>e</sup> année, perdrait bien davantage ; mais cet exemple est sans application & ne prouve rien. Car la perte qu'ont soufferte les billets de l'échiquier, n'étoit pas relative aux termes de leur remboursement ; elle n'a tenu qu'aux circonstances ; ils n'ont perdu qu'à raison de l'extrême dépression des fonds publics, & parcequ'il y avoit du profit à vendre à perte les billets de l'échiquier pour acheter d'autres effets qui perdoient beaucoup plus. Cette fâcheuse concurrence n'est point à craindre pour le papier-credit dont il s'agit, puisqu'il sera unique, & qu'il n'y aura pas en circulation d'autres effets publics, dont la hausse ou la baisse puissent lui nuire. Rien n'em-

pêchera qu'il n'ait toujours sa pleine valeur, & qu'on ne trouve facilement à le convertir, sans perte aucune, en argent, à l'instant qu'on en aura besoin. Les banquiers ne se refuseront pas à un échange qui leur sera avantageux, & qui pourra l'être de plus en plus par des moyens qu'il n'est pas difficile d'appercevoir.

La dernière objection ne nous arrêtera pas long-tems ; elle ne porte que sur la crainte de voir disparaître entièrement les especes métalliques, par l'effet de l'immense circulation du papier qui en tiendra lieu ; enforte qu'on ne trouveroit plus assez d'or & d'argent pour les cas où il en faudroit, comme pour les voyages & certains paiemens à l'étranger.

Mais d'abord le principe de cette crainte n'existeroit pas dans le système de M. Herrenschant ; car le papier ne fait fuir les especes monnoyées, ne fait enfuir les métaux précieux, que lorsqu'il est suspect de discredit, lorsqu'on a lieu de prévoir son avilissement : or on ne feroit avoir pareille inquiétude pour un papier qui seroit évidemment pour l'Etat une source abondante & intarissable de prospérités. Ainsi l'argent ne disparaîtra pas ; on n'aura aucune raison de le mettre en réserve ; on le donnera volontiers pour acquérir des billets, qui, ayant le même cours, seront en outre continuellement productifs ; & les spéculations des banquiers fourniront à tous les besoins.

Il faut d'ailleurs se souvenir qu'il n'y aura pas de billets au-dessous de deux livres sterlings, ou 48 l. de France, & que par conséquent les monnoies d'or & d'argent continueront à être employées pour les paiemens peu considérables ; ce qui en conservera une masse suffisante dans le commerce, & cette masse sera alimentée

( 24 )

par les remboursemens que le gouvernement fera chaque année en especes.

Au surplus, qu'importe que les signes représentatifs soient de métal ou de papier, pourvu qu'ils remplissent leur destination, qui est de faciliter les échanges? & à mérite égal de ce côté là, combien n'est-il pas juste de préférer ceux qui n'étant pas bornés par leur nature, peuvent seuls augmenter indéfiniment les vraies richesses de l'Etat, par l'amélioration toujours croissante de la population, de l'agriculture & des fabrications!

A tous ces avantages qui doivent résulter du système de M. Herrenschwant, il s'en joint encore un qui peut-être paroitra le plus précieux, celui de préserver les peuples de la surcharge des impôts. Le revenu public une fois établi dans une dimension convenable, laquelle ne doit pas être exorbitante, jamais il n'y aura lieu de l'augmenter par des taxes nouvelles, puisqu'il s'accroitra sans cesse, par un crédit sans cesse renaissant, & que dans tous les cas possibles, des émissions proportionnées aux besoins, dispenseront de recourir aux moyens onéreux qu'on est présentement forcé d'employer.

Que de biens physiques & moraux naîtroient de ces accroissemens réciproques & corrélatifs de l'aisance individuelle & de la richesse publique! N'y ayant plus de misere, il y auroit moins de crimes; les gouvernemens ayant moins d'inquiétude & moins à exiger, seroient plus modérés & plus chéris; les peuples plus heureux seroient moins guerroyans; & ce qui seroit le bonheur de chaque nation, seroit la paix dans tout l'univers.

Voilà jusqu'où va la perspective du plan de M. Herrenschwant: lui refusera-t-on un regard attentif?

A LONDRES: chez DE BOFFE, Gerrard Street.

0350

